

Fiche 2 - L'austérité touche tout le monde... ou presque !

L'austérité affecte la population de plusieurs façons : perte de pouvoir d'achat, diminution de l'accessibilité aux services publics, mises à pied, etc. En fait, la majorité de la population est directement visée par une ou plusieurs des mesures annoncées récemment par le gouvernement.



Les femmes, car elles sont les principales employées des secteurs publics et parapublics et des organismes communautaires. Elles assument les tâches que le gouvernement délaisse (soins aux proches, soins des enfants).

Les enfants car ils voient les services de spécialistes dans leur école diminuer, les ratios dans leur classe augmenter.

Les personnes sans emploi, car il y a des coupes dans les programmes d'employabilité, des modifications à l'aide sociale les appauvriront davantage.

Les aîné-e-s, car l'accès à des soins de santé de qualité diminue. Car ils et elles sont susceptibles de devoir pallier le désengagement de l'état dans les services de garde.

Les étudiant-e-s, car ils et elles auront accès à un enseignement de moins grande qualité, à moins de choix de cours. La porte est grande ouverte à une augmentation des droits de scolarité et de l'endettement étudiant.

Les familles, car elles subissent une hausse importante des frais de garde, des coupes dans les services offerts à leurs enfants dans les écoles et les milieux de garde.

Les travailleurs et les travailleuses, car leur retraite est fragilisée, leurs conditions de travail se détériorent, des emplois sont menacés.

Et vous ?

Comment l'austérité vous touche-t-elle ?

Les personnes handicapées ? Les immigrant-e-s ? Les personnes avec des problèmes de santé mentale ? Qui sont les autres victimes des mesures d'austérité ?

Les personnes résidant en région, car avec les coupes dans les initiatives locales et régionales, les fusions d'organismes, la centralisation, l'abandon de programmes, elles voient leur région se démanteler.



Coûts sociaux majeurs

Les mesures d'austérité font progresser les inégalités économiques et sociales, ce qui fait augmenter les problèmes sociaux et la détresse. Avec les nouvelles compressions dans les services et dans les programmes sociaux, le gouvernement fait le choix de maintenir des citoyennes et des citoyens dans la pauvreté, de se priver de la contribution de toutes et de tous, de bafouer les droits humains.



En 2011, il a été démontré que la pauvreté coûte annuellement 25 milliards \$. La moitié de cette somme suffirait pour que l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes puissent vivre au-dessus du seuil de pauvreté.